



PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

FR
mss Gu
08 JUIN 2011

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA
PROTECTION DES POPULATIONS

Service Protection de l'Environnement Industriel
et Agricole

Annecy, le 7 juin 2011

PEIA/LB

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Arrêté n°2011158-0007

Mise en demeure suite au non respect de valeurs limites de rejet à l'atmosphère –
Société HACER Traitements de Surface à Cluses

VU le code de l'environnement, et notamment son article L. 514-1 ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 11 novembre 2010 portant nomination de M. Philippe DERUMIGNY, Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie ;

VU le décret n°2010-1701 du 30 décembre 2010 portant application de l'article L514-6 du code de l'environnement et relatif aux délais de recours en matière d'installations classées et d'installations, ouvrages, travaux et activités visées à l'article L.214-1 du code de l'environnement;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 91-1202 du 7 août 1991, modifié le 15 octobre 1993 et complété le 12 janvier 1995, le 3 septembre 1997 et le 2 mars 2004, ayant autorisé la société MARQUET Traitements de Surface dont le siège social est situé 47, allée du Mont-Blanc - B.P. 60 - 74301 CLUSES CEDEX, à poursuivre l'exploitation et à étendre son usine sise à cette adresse ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2009.2882 en date du 14 octobre 2009, ayant abrogé et remplacé l'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 août 1991 susvisé ;

VU le rapport n° 2270092/1/1/YCO/indice 0 établi par le BUREAU VERITAS suite à un contrôle inopiné des émissions atmosphériques de l'usine susmentionnée, effectué à la demande de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Rhône-Alpes ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 mai 2011, constatant que les émissions à l'atmosphère générées par l'établissement présentent au niveau de deux exutoires, dénommés points n° 10 et n° 14 dans le rapport du BUREAU VERITAS, des teneurs en dioxyde de soufre et en alcalinité significativement supérieures aux concentrations limites fixées par l'article 7.1.3.7 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2009 susvisé ;

Considérant que de telles teneurs sont susceptibles de porter atteinte à l'environnement compte tenu de leur importance ;

Considérant dès lors qu'il s'agit d'une non conformité notable et qu'il convient de faire application de l'article L. 514-1 du code de l'environnement ;

Considérant par ailleurs que la société HACER Traitements de Surface a repris les activités du site ;
SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1^{er} : La société HACER Traitements de Surface, dont le siège social est établi 47, allée du Mont-Blanc - B.P. 60 à 74301 CLUSES CEDEX, est mise en demeure de prendre les dispositions utiles en vue de respecter, sous un délai maximal de quatre mois, les concentrations limites applicables au dioxyde de soufre et à l'alcalinité dans les émissions atmosphériques de son établissement situé à la même adresse.

Article 2 : Si à l'expiration du délai fixé à l'article 1^{er}, la mise en demeure n'a pas été respectée, il sera fait application des sanctions prévues par le titre I^{er} du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié à monsieur le gérant de la société HACER Traitements de Surface.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble :

- par le demandeur ou exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Article 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Madame la Directrice départementale de la Protection des Populations et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à :

- . Monsieur le Sous-Préfet de BONNEVILLE,
- . Monsieur le Maire de CLUSES,



Pour le Préfet,
Le Secrétaire général

signé

Jean-François RAFFY

POUR AMPLIATION

La chef de service


Michèle ASSOUS